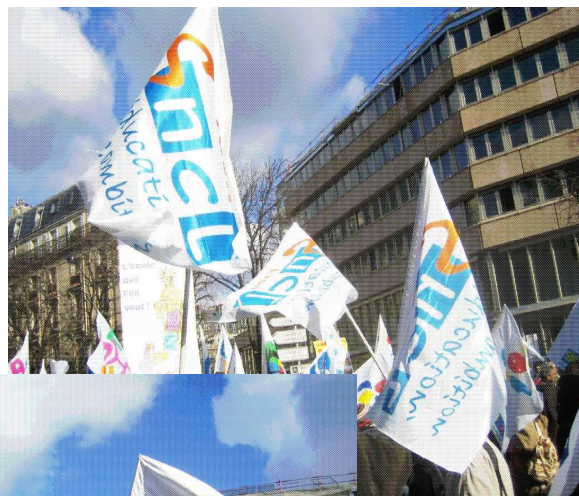


**Le SNCL à la manifestation nationale
du 30 janvier 2010 à Paris,
contre les suppressions de postes,
la réforme des lycées et la réforme
de la formation des enseignants**



**Changement
de coordonnées
de la section de Reims**

Voici les nouvelles coordonnées de la section :

Sylvain BARTHELME
36 rue Éric Tabarly
08300 Sault-lès-Rethel



Portable : 06 86 99 06 19
Fixe : 09 66 82 61 45

**Journée nationale d'action
Vendredi 12 mars 2010**

Avec l'intersyndicale du second degré, le SNCL-FAEN :

- ⇒ apporte son soutien aux actions en cours dans de nombreux établissements, notamment en région parisienne,
- ⇒ appelle à une **journée nationale d'action de grève** et d'assemblées générales dans tous les collèges et les lycées, le **vendredi 12 mars**.

Le SNCL-FAEN appelle les personnels à participer aux **manifestations locales** qui seront organisées le **12 mars**.

L'intersyndicale entend ainsi étendre la mobilisation des personnels contre les réformes en cours dans le second degré (réforme des lycées, de la "gouvernance" des établissements, de la formation initiale, de la formation professionnelle), le développement de la violence et les fermetures de postes.



Personnels d'éducation



Selon les chiffres donnés dans les « Projets annuels de performance de la mission enseignement scolaire 2010 », les **Conseillers Principaux d'Éducation** étaient 797 de plus en 2008-2009 qu'en 2002-2003, soit une augmentation de 30%.

Selon « Repères et références statistiques 2009 », ouvrage produit par le ministère, le nombre d'admis aux concours de CPE est passé de 883 en 2002 à 200 en 2008.

Pendant cette même période (2002-2008), le nombre d'assistants d'éducation est passé de 0 à 67 538, celui de MI-SE de 50 743 à 1 943 et celui d'emplois-jeunes de 55 770 à 0, soit un total de **36 235 personnels d'éducation en moins**.

Ce n'est sûrement pas en diminuant le nombre d'adultes dans les établissements scolaires que l'on réglera le problème de la violence...

Violence



Selon le sondage Harris Interactive réalisé pour RTL, **pour 90 % des personnes interrogées, les violences dans les écoles ont augmenté** au cours des dix dernières années et 60 % des parents et grands-parents se disent inquiets quand leurs enfants ou petits-enfants vont à l'école.

93 % des personnes ayant répondu au sondage demandent un renforcement de la présence des adultes (enseignants ou surveillants).

75 % souhaitent la présence des forces de l'ordre **aux abords** des établissements scolaires, mais seuls 30 % se disent favorables à une présence policière **à l'intérieur** de ceux-ci.

Pour mieux prendre en compte les phénomènes de violence qui se multiplient à l'école, le ministre a annoncé la tenue d'« États généraux de la sécurité à l'école » en avril prochain.



Une mesure bien tardive et qui ne peut, à elle seule, résoudre les problèmes auxquels les enseignants et les autres membres des communautés éducatives sont confrontés.



Communiqué intersyndical

Réforme des lycées

Le **SNCL-FAEN**, au sein de l'Interfédérale, **réaffirme sa totale opposition** aux réformes en cours et **participera à l'action nationale prévue en mars 2010**, destinée à mettre en échec la politique actuelle du gouvernement en matière d'éducation.

L'Intersyndicale a fait parvenir à la presse le **communiqué ci-contre**.



« L'Intersyndicale réunissant les organisations suivantes : **SNCL- FAEN, SUD- EDUCATION, SNETAP-FSU, SNFO- LC, SNEP- FSU, CGT, SNES- FSU et SNALC-CSEN**, s'est réunie ce jour 11 février 2010.

L'Intersyndicale apporte son **total soutien** aux mobilisations et mouvements en cours et notamment à ceux engagés dans la région parisienne. Elle rappelle que **plusieurs syndicats ont déposé des préavis de grève** couvrant le mois de février garantissant l'action des collègues.

Elle demande instamment aux pouvoirs publics de ne pas confondre le « droit de retrait », exercé par exemple par nos collègues du lycée Chérioux de Vitry, **cri d'alerte légitime d'une profession au bord de l'explosion**, avec une action de grève. Elle demande au ministre de ne pas opposer une fin de non-recevoir systématique à des revendications légitimes.

L'Intersyndicale, avec une détermination toujours plus forte, réaffirme son opposition entière à la réforme des lycées, à la réforme de la voie professionnelle qui aggravent encore les conditions d'enseignement, et à celle du statut régissant les EPLE, à la politique budgétaire qui dégrade toujours plus les conditions de travail et d'étude et réduit l'offre de formation.

L'Intersyndicale dénonce le caractère de totale improvisation dans laquelle se préparent l'accueil et la formation des professeurs stagiaires dans les établissements. Désorganisant les services, menaçant de bloquer le mouvement des mutations, plaçant les stagiaires dans une situation professionnelle intenable et inadmissible, elle affectera la scolarité de nombreux élèves.

L'Intersyndicale demande avec insistance au Ministre le retrait de réformes, dictées en grande partie par la recherche frénétique d'économies budgétaires, conduisant à la suppression massive d'emplois indispensables au service de l'École de la République.

L'Intersyndicale se réunira le mercredi 17 pour décider d'une action nationale de grande ampleur à la rentrée des congés de février destinée à mettre en échec la politique éducative actuelle du gouvernement. »

Paris, le 12 février 2010